



IFSC\_1/19/TS1.4

## Première Conférence internationale FAO/OMS/UA sur la sécurité sanitaire des aliments Addis-Abeba, 12-13 février 2019

### Des investissements dans la sécurité sanitaire des aliments axés sur les populations, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire

Delia Grace, responsable de programme à l'Institut international de recherches sur l'élevage  
et responsable flagship dans le cadre du programme de recherche du CGIAR  
sur l'agriculture au service de la nutrition et de la santé  
Deuxième version, vendredi 27 décembre 2018

#### 1. Introduction

Le présent document porte sur la sécurité sanitaire des aliments au sein du système alimentaire et explique ce qui en fait un élément essentiel du développement durable. Il récapitule les liens entre les maladies d'origine alimentaire, une mauvaise nutrition et les inégalités et énonce les principes qui permettent d'intégrer la sécurité sanitaire des aliments dans les initiatives de développement axés sur les populations.

#### Sécurité sanitaire des aliments et sous-alimentation

La sécurité sanitaire des aliments a des répercussions sur la nutrition, par le biais des divers modes de consommation. À l'heure actuelle, quelque 150 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance, ce qui a des effets préjudiciables sur la santé, l'éducation et le travail. Selon de nombreuses études, l'amélioration de la nutrition ne peut prévenir qu'en partie le fardeau que représente le retard de croissance, et les maladies d'origine alimentaire (diarrhée, infections des voies respiratoires supérieures, infections helminthiques) sont un facteur de risque considérable: dans l'une de ces études, on a observé que les diarrhées répétées étaient responsables d'un quart des cas de retard de croissance. On a constaté des liens de causalité entre les microbes et parasites présents dans la nourriture et l'entéropathie environnementale, qui se traduit par une perméabilité intestinale, ainsi qu'une forte corrélation entre ces microbes et ces parasites et le retard de croissance. Un lien étroit a aussi été relevé entre l'exposition aux aflatoxines, des toxines produites par des champignons qui contaminent les cultures de base dans les zones tropicales et subtropicales, et le retard de croissance.

#### Sécurité sanitaire des aliments et maladies non transmissibles

Les maladies non transmissibles sont à l'origine d'une part croissante des pathologies et décès chez l'être humain. On compte parmi les principaux facteurs de risque l'excès pondéral et l'obésité, tous deux à la hausse dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, notamment au sein des populations pauvres. En 2016, l'Organisation mondiale de la santé estimait que plus de 1,9 milliard d'adultes et 340 millions d'enfants étaient en excès pondéral ou obèses. Il apparaît de plus en plus clairement que le cycle de maladies d'origine alimentaire et la malnutrition prédisposent à l'obésité et à ses comorbidités. C'est ce qu'on a appelé le «triple fardeau de l'intestin affaibli (*impoverished gut*)»: les enfants qui souffrent de retard de croissance et d'infections intestinales répétées sont également plus exposés à l'obésité et ses

comorbidités. Un autre lien a été établi entre la sécurité sanitaire des aliments et les maladies non transmissibles dans les pays où des épidémies d'origine alimentaire ont été attribuées à la consommation de produits frais contaminés: les consommateurs se tournent alors vers des aliments ultratransformés, lesquels contiennent souvent des quantités élevées de graisse, de sucre et de sel et sont donc associés à l'excès pondéral et à l'obésité.

### Sécurité sanitaire des aliments et égalité

Nous ne sommes pas tous égaux face aux maladies d'origine alimentaire. Certaines catégories de population y sont biologiquement plus vulnérables, notamment les jeunes, les personnes âgées, les personnes souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les personnes immunodéficientes. Ces groupes sont souvent défavorisés à d'autres égards, ce qui peut les rendre socialement plus vulnérables aux maladies et moins à même de les surmonter. Des facteurs culturels entrent également en jeu dans la consommation d'aliments, à telle enseigne que différentes catégories de population ne sont pas exposées aux mêmes risques et ne tirent pas les mêmes bénéfices de leur alimentation. Les femmes sont en première ligne dans la gestion des risques liés à la consommation, à la préparation, au traitement, à la vente et dans une moindre mesure à la production des aliments, or elles sont souvent désavantagées en ce qu'elles bénéficient d'un accès plus restreint à l'aide et aux services tels que l'éducation et la vulgarisation.

Les maladies d'origine alimentaire sont aussi un facteur de pauvreté, car la santé est l'un des principaux postes de dépense chez les pauvres et peut entraîner les personnes concernées dans un engrenage qui les empêche d'atteindre le seuil leur permettant de sortir de la pauvreté. La question des inégalités se pose également avec l'évolution des systèmes agroalimentaires, qui suit celle de la demande. Ces transformations consistent souvent à intensifier la production et à moderniser la vente au détail, ce qui est certes parfois synonyme d'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments, mais pas systématiquement. Par ailleurs, si les systèmes modernes peuvent être source de nouveaux emplois et améliorer les conditions de vie, les femmes et les pauvres ont tendance à en être exclus. On constate le même phénomène dans le commerce d'exportation, dans lequel la sécurité sanitaire des aliments est un critère important d'accès aux marchés rémunérateurs: les paysans pauvres, moins éduqués, plus isolés ainsi que les paysannes restent sur le banc de touche.

## 2. Accroître les investissements dans la sécurité sanitaire des aliments en tenant compte des populations

La sécurité sanitaire des aliments prend rapidement de l'importance dans le programme de développement, et si l'on veut que les initiatives en la matière contribuent au mieux à un développement qui tienne compte des populations, il convient de suivre certains principes.

### Intégrer la sécurité sanitaire des aliments au développement

La sécurité sanitaire des aliments est essentielle à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et se combine à d'autres objectifs de développement: appui à l'agriculture et aux chaînes de valeur, réduction des pertes après récolte, transformation et commerce des denrées alimentaires et atténuation des changements climatiques. Elle est particulièrement importante en ce qui concerne les approches fondées sur le choix des aliments utilisées pour améliorer la nutrition. En effet, si les produits d'origine animale et les fruits et légumes frais comptent parmi les plus nutritifs, ils sont aussi la cause de la plupart des maladies d'origine alimentaire. Si leur consommation venait à augmenter (à doubler ou à tripler) sans s'accompagner de mesures destinées à améliorer la sécurité sanitaire, la prévalence de ces maladies serait elle aussi en hausse. De la même manière, il convient de prévoir, dans les mesures d'adaptation aux effets du changement climatique, la surveillance et la gestion des maladies d'origine alimentaire sensibles au climat, et les plans d'atténuation doivent prendre en compte les avantages d'une réduction de ces maladies. De récentes études ont montré que même lorsqu'elle revêt une grande importance pour les objectifs de développement, la sécurité

sanitaire des aliments est souvent mal gérée et non mesurée. Les décideurs devraient établir des objectifs et des résultats clairs à ce sujet, investir en conséquence et mesurer la réussite de leurs efforts en fonction de la réduction des risques de maladies ou d'exposition. Le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) fournit une série de recommandations concrètes afin d'orienter les investissements dans la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition, et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) constitue pour les parties prenantes une occasion unique de consolider leurs efforts en vue de l'élimination de la faim et de la malnutrition dans le monde.

#### Renforcer la surveillance des maladies d'origine alimentaire

Nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire ne disposent pas d'un mécanisme systématique ou complet de surveillance des maladies d'origine alimentaire, et même en cas d'obligation de notification officielle, les rapports sont souvent lacunaires. Une meilleure surveillance contribuerait à la détection et à la gestion des flambées épidémiques ainsi qu'à la hiérarchisation des dangers et des risques.

#### Assurer la sécurité sanitaire des aliments dans les marchés intérieurs

Selon des études récentes, la plupart des investissements déjà réalisés en matière de sécurité sanitaire des aliments dans les pays à revenu faible ou intermédiaire sont axés sur les exportations et le marché formel. Pourtant, dans ces pays, les répercussions des maladies d'origine alimentaire en matière de santé et d'économie retombent dans leur grande majorité sur les consommateurs qui achètent des produits frais sur les marchés informels. La documentation limitée sur les réglementations nationales à ce sujet dans les pays en développement montre bien que nous ne disposons pas encore de bons modèles de normes ni de démarches susceptibles de fonctionner à plus grande échelle de manière à assurer la sécurité sanitaire des aliments là où les risques sont omniprésents, les coûts de mise en conformité élevés et les capacités coercitives faibles. Notons toutefois la réussite de certains projets pilotes, comme les initiatives menées auprès des vendeurs de rue en Afrique et en Asie et dans la filière laitière traditionnelle. Il faut cependant déployer davantage d'efforts afin de définir et d'élargir des interventions relatives à la sécurité sanitaire des aliments qui soient adaptées aux systèmes alimentaires tant traditionnels qu'en voie de modernisation.

#### Fonder les stratégies et les programmes de sécurité sanitaire des aliments sur une analyse globale

Lorsque la sécurité sanitaire des aliments est l'objectif premier, il faut adopter une approche multidisciplinaire. Étant donné ses vastes répercussions sur la nutrition, l'égalité, les moyens d'existence et l'environnement, il importe que les interventions destinées à l'améliorer suivent une démarche globale et évaluent leurs effets positifs et négatifs. Par exemple, les mesures qui visent à assainir le lait en instaurant l'obligation de pasteuriser peuvent avoir pour résultat de mettre les vendeurs de lait cru au chômage et d'augmenter les prix du lait, et partant d'en réduire la consommation chez les enfants.

#### Instaurer un environnement réglementaire favorable

Les autorités chargées de la réglementation doivent apporter leur appui aux interventions dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et il convient d'institutionnaliser celles-ci afin de faciliter les évolutions (en matière de normes et de réglementations, par exemple). Il ne faut cependant pas concentrer tous les efforts sur l'application des règles, car on a constaté que dans les pays développés, les mesures d'injonction et de contrôle qui reposent sur des inspections et des sanctions sont moins efficaces et moins rentables que l'autonomisation de parties prenantes motivées par les mesures d'incitation adaptées. Les autorités ont aussi un rôle clé à jouer en investissant dans les infrastructures qui contribuent à une alimentation sans danger pour la santé (routes rurales, électricité, marchés, etc.).

### Adopter des technologies et des approches adaptées (au service de filières sûres et inclusives)

Les acteurs du secteur privé ont besoin des outils qui leur permettent de fournir des denrées alimentaires sans danger pour la santé, par exemple des formations, des campagnes de sensibilisation et des approches telles que le «système d'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise» ou l'amélioration de la traçabilité. Plusieurs innovations rudimentaires, tels que des dispositifs de refroidissement simples, des contenants alimentaires pour le stockage et le transport et des systèmes de désinfection des eaux ont été mis au point, et il convient de les promouvoir et de les diffuser.

### Motiver et inciter

Comme beaucoup de produits alimentaires vendus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire présentent des risques pour la santé, il faut encourager un changement de comportement à grande échelle parmi les acteurs de la chaîne alimentaire, depuis les producteurs jusqu'aux consommateurs. Une évolution durable ne peut avoir lieu sans mesures incitatives, qui portent leurs fruits si elles sont adaptées au contexte local. Dans certains cas, fournir les informations suffit. Les acteurs du secteur privé peuvent être motivés par la hausse des profits mais aussi par l'amélioration de l'environnement réglementaire ou par le prestige social attaché à la fourniture d'aliments plus sûrs pour la santé.

### 3. Conclusion

Les Objectifs de développement durables (ODD) visent à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète et assurer la prospérité de tous d'ici à 2030. Ils prennent ainsi en compte les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. Comme l'alimentation est une source non négligeable de maladies, elle est essentielle à la concrétisation de l'objectif «bonne santé et bien-être» et revêt une importance considérable dans le cadre des objectifs «faim zéro» et «eau propre et assainissement». La sécurité sanitaire des aliments tire parti d'infrastructures améliorées, d'économies performantes et de moyens d'existence équitables et y contribue à son tour. La propreté des environnements réduit la transmission des maladies d'origine alimentaire tandis que des systèmes alimentaires sûrs permettent de réduire les déchets et les dégradations environnementales. Il convient d'attaquer de front la question de la sécurité sanitaire des aliments dans les cibles des ODD et de la prendre en compte dans les plans qui visent à les concrétiser. La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition constitue une occasion exceptionnelle de passage à l'action en matière de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition, et des investissements dans ce domaine qui tiennent compte des populations pourraient bien être la clé du succès de cette initiative et de la concrétisation des ODD.